



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Direction régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France

Unité territoriale des Yvelines

Nos réf. : UT78/RUM/2014 n° 26775
Affaire suivie par : Pascal LAMBRECHT
pascal.lambrecht@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 39 24 89 67.- Fax : 01 30 21 54 71

Versailles, le

06 MAI 2014

INSTALLATIONS CLASSEES

Société Concernée :

HACHETTE LIVRE
43 quai de Grenelle
75905 PARIS Cedex

Installations concernées :

HACHETTE LIVRE MAUREPAS
1 rue Gutenberg
78 310 MAUREPAS

Objet : Visite d'inspection du 23 avril 2014 (ICPE n°65-6867)

PJ : 9 fiches d'inspection

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	HACHETTE LIVRE
Adresse	1 avenue Gutenberg 78310 Maurepas
Activité	Entrepôt
Régime	A
Nombre de salariés	Environ 500

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	23 avril 2014
Type d'inspection	Approfondie
Date (s) de (s) inspection (s) précédente (s)	14/12/2005 – 06/11/2007 – 21/04/2009 – 22/07/2010 – 18/02/2013

Inspection dans le cadre d'une action nationale	Non
Identité et qualité des personnes rencontrées	M. Nicolas JADOUL Directeur technique & Sécurité M. Rémi FLÉCHAIRE Responsable Services Généraux et Sécurité M. Mickaël BACQUA Chargé de Prévention des Risques Professionnels
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	M. Pascal LAMBRECHT Inspecteur de l'Environnement

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 23 avril 2014 de l'entrepôt exploité par la société HACHETTE Livre sur le territoire de la commune de Maurepas (78310).

1 Présentation de l'établissement

1.1 Situation administrative de l'établissement

L'exploitation de l'entrepôt de la société HACHETTE Livre à Maurepas a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n°00-070/DUEL du 30 mars 2000 et par récépissés du 2 juin 2003 et 23 juillet 2004.

1.2 Réglementation applicable

Les installations exploitées par la société HACHETTE Livre à Maurepas relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des). Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50.000 m³.	Bât. A : 279.600 m³-17.500 t Bât. B : 193.783 m³-2.500 t	1510-1	A
Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôt de). La quantité stockée étant supérieure à 20.000 m³.	Bât. A : 42.000 m³ Bât. B : 6.000 m³	1530-1	A
Polychlorobiphényles, polychloroterphényles. Utilisation d'appareils ou matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits.	4 transformateurs au pyralène : 3 x 835 kg 1 x 977 kg	1180-1	D
Installation de combustion fonctionnant exclusivement au gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	2 Chaufferies : - parking (8,7 MW) - terrasse (0,93 MW)	2910- A-2	D
Réfrigération et compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa. La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	Réfrigération 3 groupes froids Bât. B : 250 kW Compression air Bât. A : 10 kW Bât. B : 2 x 10 kW Chaufferie : 3 x 15 kW	2920-2-b	D
Accumulateurs (Ateliers de charge d'). La puissance de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	Bât. B : 50 kW et 25 kW (locaux de charge + onduleur) Bât. A : locaux de charge 83 kW	2925	D

1.3 Enjeux liés à l'établissement

- La société HACHETTE Livre exploite à MAUREPAS un entrepôt de 43 478 m² divisé en 2 bâtiments :
- Bâtiment A de 17 478 m² dédié au stockage de livres (réserve + préparation de colis),
- Bâtiment B de 26 000 m² dédiée au stockage de livres (réserve + préparation de colis).

Les matières combustibles stockées dans l'établissement sont constituées de palettes de livres avec des cartons et plastiques d'emballages. L'environnement proche de l'entrepôt est constitué de la zone industrielle de COIGNIERES – MAUREPAS.

Le principal enjeu environnemental attaché à l'exploitation de cet entrepôt vise la prévention du risque incendie, ainsi que la gestion des eaux d'extinction incendie.

La présence d'une détection incendie ainsi que les dispositifs d'extinction d'incendie automatiques et manuels contribuent pour une très large part à la prévention de ce risque.

2 Déroulement de l'inspection.

L'exploitant a été prévenu de cette inspection par courrier du 25 mars 2014.

Les personnes suivantes ont participé à l'inspection :

Représentant la société HACHETTE Livre :

- M. Nicolas JADOUL, Directeur Technique et Sécurité,
- M. Rémi FLÉCHAIRE, Responsable Services Généraux et Sécurité.
- M. Mickaël BACQUA, Chargé de Prévention des Risques Professionnels

Équipe d'inspection (DRIEE-IF) :

- M Pascal LAMBRECHT, inspecteur de l'Environnement.

Cette inspection avait notamment pour objet de vérifier la situation du site en référence à certaines prescriptions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2000,
- l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion, applicable aux installations existantes conformément à l'annexe II de l'arrêté du 26/08/13 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 sus-mentionné.

La visite d'inspection a consisté d'une part à des contrôles documentaires en salle et d'autre part à une visite du site.

L'ensemble des observations a été restitué oralement à l'exploitant au terme de l'inspection. Les remarques relevées au cours de l'inspection sont détaillées dans les fiches d'inspection jointes au présent rapport.

3 Analyses et conclusions de l'inspection des installations classées

Lors de la visite d'inspection du 23 avril 2014, l'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant avait pris en compte les remarques et non-conformités relevées lors de l'inspection du 18 février 2013.

L'inspection des installations classées prend acte des mesures prises par l'exploitant et considère que les non-conformités et remarques mentionnées dans les fiches d'inspection du 18 février 2013 sont soldées.

La visite d'inspection du 23 avril 2014 a mis en évidence que l'exploitant ne respectait pas certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.

Compte tenu des constats relevés et détaillés dans les fiches d'inspection jointes au présent rapport, et considérant que ces mesures sont importantes pour la sécurité du site et de l'environnement, qu'elles sont imposées à l'exploitant dans l'arrêté ministériel sus-mentionné, l'inspection des installations classées propose à M le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de :

- réaliser les travaux, **sous un délai de quatre mois**, pour mettre en conformité ses installations de combustion conformément à l'article 2.12. « Alimentation en combustible » de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion, et notamment de mettre en place une coupure de l'alimentation de gaz par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée,

- mettre en place, **sous un délai de quatre mois**, une redondance du système de détection de gaz avec au minimum la présence d'au moins deux capteurs conformément à l'article 2.12. « Alimentation en combustible » de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.
- réaliser, **sous un délai de six mois**, une mesure de concentration des polluants sur les eaux pluviales du site sise 1, avenue Gutenberg 78310 Maurepas, conformément à l'article 5.9. « Mesure périodique de la pollution rejetée » de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.

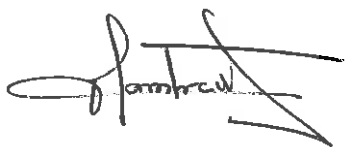
L'inspection des installations classées propose également de demander à l'exploitant de :

- informer, **sous un délai de quatre mois**, l'inspection des installations classées, de l'avancement des travaux d'installation de protection contre le risque foudre.
- réaliser une vérification complète de l'installation de protection contre le risque foudre, au plus tard six mois après son installation, par un organisme compétent, distinct de l'installateur et conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- indiquer clairement le sens de la manœuvre des vannes de coupure du gaz naturel alimentant les chaudières, ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée, conformément à l'article 2.12. « Alimentation en combustible » de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion..
- réaliser, **sous un délai de six mois**, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de ses installations sises 1, avenue Gutenberg 78310 Maurepas, conformément à l'article 8.4. « Mesure de bruit » de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion

Enfin, nous informons M. le Préfet des Yvelines, qu'en application de l'article L. 514-5 du code de l'environnement, une copie du présent rapport sera envoyée directement à l'exploitant.

Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement



Pascal LAMBRECHT

Vérificateur

L'Inspecteur de l'Environnement



Marielle MUGUERRA

Approbateur

Pour le directeur et par délégation, le
chef de l'unité territoriale des Yvelines



Henri KALTEMBACHER